

# RÉvolutionnaires

Tours + Agglomération

Bulletin anticapitaliste

**NPA**  
RÉvolutionnaires  
TOURS

## Non à l'escalade guerrière !

Après Gaza et la Cisjordanie, Netanyahu a étendu sa guerre au Liban depuis le 21 septembre. Après les bombardements intensifs du sud du pays, qui ont notamment causé la mort du chef historique du Hezbollah, Hassan Nasrallah, et de l'essentiel de son commandement militaire, des troupes sont entrées sur le sol libanais. Le massacre de 1 200 civils et militaires israéliens le 7 octobre 2023 par le Hamas a donné au gouvernement d'extrême droite israélien la justification qu'il attendait pour se lancer dans une guerre sans fin, avec la complicité des dirigeants les plus riches de la planète, qui se moquent bien des victimes, qu'elles soient palestiniennes, ou israéliennes d'ailleurs !

### Un an de massacres de civils

Les bombardements au Liban ont déjà fait plus de 2 000 morts et des milliers de blessés. Des dizaines de milliers personnes ont dû fuir leur logement, alors que ce pays compte déjà un million de réfugiés. Pour l'État d'Israël, le fracas des bombes sur ce pays permet aussi de détourner l'attention du génocide qui se poursuit à Gaza. Depuis un an, l'opération d'anéantissement dans la bande de Gaza a fait plus de 41 000 morts, plus de 10 000 disparus sous les décombres et près de 100 000 blessés. La quasi-totalité des infrastructures de santé et des écoles a été pulvérisée. Les survivants affrontent la famine, l'absence d'eau potable et les épidémies. En Cisjordanie, les colons et l'armée ont tué près de 700 personnes et font régner la terreur parmi les Palestiniens.

### L'hypocrisie des grandes puissances

Netanyahu présente la guerre contre le Liban comme une question de survie pour Israël. Mais face à l'État israélien, armé à flux tendu par les principaux pays impérialistes, soutenu par la présence de porte-avions américains et français, l'Iran et le Hezbollah n'ont pas intérêt à chercher la guerre et un embrasement de toute la région. Biden clame qu'il travaille à une désescalade au Liban, mais continue à livrer des tonnes d'armes à Netanyahu. Quant à Macron, il dit désormais qu'il ne faut plus livrer d'armes à Israël, tout en prétendant que la France n'en a jamais vendu. Mensonge ! Bien des fleurons de l'industrie d'armement française (Thales,



Vue de Gaza (capture BBC News)

Safran, MBDA, Airbus...) ont noué des partenariats avec leurs homologues israéliens et développent conjointement leurs activités au grand profit des capitalistes français de l'armement.

### Pas en notre nom !

Pour les dirigeants du monde capitaliste, la priorité est de continuer à s'appuyer sur l'État d'Israël pour défendre leurs intérêts dans la région. Peu leur importe que les Palestiniens de Gaza se fassent massacrer et que, maintenant, les Libanais soient atteints par la guerre, tant que leur ordre impérialiste est assuré. Il n'y a rien à attendre de leurs promesses de cessez-le-feu. Quant au peuple israélien, il fait lui aussi les frais de cette politique : l'avenir que le gouvernement israélien lui prépare est celui d'une guerre sans fin et pour l'instant, les manifestations qui ont lieu pour dénoncer le mépris de la vie des otages encore détenus à Gaza, n'ont pas suffi à faire vaciller cette escalade guerrière.

Nous aussi, nous devons affirmer notre opposition à ces massacres. Ils ne doivent pas se faire en notre nom. Le mouvement international de solidarité avec la Palestine, avec ses manifestations partout dans le monde, joue un rôle essentiel : il permet non seulement de briser le sentiment d'isolement des Palestiniens, mais aussi de saper l'un des piliers de la puissance de l'État israélien, à savoir le soutien occidental. Plus que jamais exprimons partout, sur nos lieux de travail, nos lieux d'étude et dans la rue notre solidarité avec le peuple palestinien et notre opposition à l'invasion du Liban.

Le 07/10/2024

### Rassemblement tous les samedi 15h place Jean Jaurès en solidarité avec le peuple palestinien

à l'appel du  
collectif de Solidarité Palestine 37

### Violences faites aux femmes : la banalisation est aussi une violence

Le 16 septembre dernier, une soirée organisée par des étudiants en médecine a donné lieu à l'expression, en public et dans les rues de Tours, de la culture du viol dans la société.

Un groupe d'étudiant tenait une banderole, faite à la main et mentionnant le GHB\*, une femme nue et inconsciente dans une verre et un sexe d'homme.

Une image indigne que « l'humour » ou « la fête » n'excusent pas. Au contraire.

La culture du viol, ce sont des étudiants qui s'amusent à évoquer la soumission chimique dans une soirée alcoolisée. Ce sont un tiers des étudiantes en médecine qui déclarent avoir subi le harcèlement sexuel à l'hôpital comme à l'université, par des étudiants ou des personnels. Ce sont aussi plus de 50 hommes qui ont violé Gisèle Pélicot dans son sommeil forcé.



L'Association des Carabins de Tours (ACT), à l'origine de la soirée, a été logiquement condamnée par les associations et les syndicats étudiants, ainsi que par le réseau féministe 37.

Dans la foulée, l'université prend elle aussi les premières mesures contre l'ACT... Qui utilise pourtant depuis des années des images sexualisées et dégradantes de femmes dans ses communications, sans susciter de réaction de l'administration jusque là.

Plus grave encore, un étudiant en médecine à Tours, visé par les plaintes de 5 femmes entre 2013 et 2020, avait été autorisé à poursuivre ses études à la faculté de Limoges, y compris par un stage en gynécologie. Il a fallu attendre cette année et la deuxième condamnation en justice pour que l'étudiant soit écarté par mesure conservatoire.

\* Le GHB est une drogue qui a servi comme moyen de soumission chimique dans plusieurs affaires de viols.

## Transdev Tours : une grève victorieuse pour les mécanos

Au dépôt, l'équipe de huit mécaniciens s'occupe de plus de 200 bus. Transdev a gagné à la rentrée le marché des taxis pour élèves en situation de handicap, sans que la direction ne parle de la charge de travail qui pourrait s'ajouter. Et sans augmenter la rémunération.

Lundi 2 septembre, tous les mécaniciens se sont mis en grève sauf les deux responsables d'équipe. Ils demandent une augmentation de la prime journalière et de la prime d'astreinte, environ 150€ par mois au total. Un piquet de grève s'installe en face du dépôt.

La direction fait rouler les bus sans entretien. Résultat : plusieurs dépannages de véhicules dans des garages privés, ça coûte cher. Et les grévistes ont la sympathie des chauffeurs.

Dès le mercredi soir, Transdev propose 40 € de plus sur la prime d'astreinte et une hausse de la prime journalière : presque le montant demandé. En 3 jours, la solidarité entre les mécaniciens a payé !

## Éducation Nationale : Encore une rentrée compliquée

56% des collèges et lycées ont démarré la rentrée avec au moins un prof absent au niveau national. L'Indre et Loire n'est pas en reste, et la liste est trop longue.

Au collège Beaulieu, à Stalingrad, à Rabelais...

Et au lycée professionnel Bayet, 2 élèves sourds signants sont sans interprète : aucune chance de suivre un cours !

## Pédagogie en mode commando

Après le « réarmement démographique », la mode est à la militarisation de l'école.

Le Service National Universel, qui concernait 40 000 jeunes cette année, coûte déjà 160 millions d'euros et son budget devrait encore augmenter. Les professeurs de seconde sont incités à inscrire leurs classes pour 15 jours d'activités encadrés par l'armée, pris sur une période scolaire. Faire payer au budget de l'Éducation Nationale une action qui réduit le temps de cours... Un comble !

A Tours, c'est au collège Jules Ferry que l'organisation de la « classe défense » a de quoi surprendre. Un « élève de la semaine », premier à entrer et sortir des salles de classe, « fait son rapport » au professeur sur les élèves présents ou absents. Mais surtout, il serait chargé de mettre en rang la classe, avant de leur lancer un « cri d'armes » auquel la classe devrait répondre : « Égalité ! Fraternité ! »... « Troisième D !»

Un cri d'armes ? Pour se donner du courage avant d'affronter le théorème de Pythagore ?

## Personne ne doit dormir dans la rue...

« Pas d'enfants à la rue » est un collectif né à l'école Michelet et qui accueille et héberge depuis un an et demi les familles d'enfants scolarisés sans domicile. Face au manque de réponses durables sur la question, le collectif avait occupé les locaux de la métropole de Tours le 25 septembre, dont les élus s'étaient aussitôt défaussés du problème sur la Préfecture.

Le 1<sup>er</sup> octobre, le collectif était donc reçu en Préfecture par le secrétaire général, qui n'avait rien d'autre à offrir que sa compassion affichée, mais que voulez-vous, il y a des « arbitrages » à faire, et parfois le résultat c'est donc de faire dormir des enfants dehors.

A la sortie, l'occupation symbolique de l'Hôtel Hilton a permis de mettre encore une fois en lumière le problème, et aucune institution ne semble prête à le régler, Éducation Nationale et mairie incluses.

Le logement n'est pas qu'une source de profit, c'est un besoin vital. Il est vital que les populations décident vraiment de leurs priorités. Personne ne doit rester à la rue.



... Et personne ne devrait se battre seul !

Utopia 56 est une autre association qui se mobilise contre la précarité des jeunes mineurs laissés sans solution.

A Tours, elle héberge actuellement 60 jeunes, et parfois elle a du se résoudre à les installer sous des toiles de tentes, faute de moyens et de solutions.

Le Conseil Départemental qui doit les prendre en charge, a mis fin aux hébergements de 8 jeunes filles sur un an, dont 3 début octobre.

Un rassemblement est organisé par l'association, en soutien de tous ces jeunes :

**mercredi 16 octobre à 16h30**  
devant la DDETS (rue A. Flemming).

Lutte Ouvrière tiendra sa fête régionale le 12 octobre :

une occasion de discuter avec ce courant militant et révolutionnaire

[lutte-ouvriere.org](http://lutte-ouvriere.org)  
pour voir le programme complet

**Samedi 12 octobre**  
**de 14 h 30 à minuit**

**Saint-Pierre-des-Corps**  
**Salle des fêtes (près de la Mairie)**

## Grève de la PJJ

Les 14, 29 août et 19 septembre derniers, les personnels de la Protection Judiciaire de la Jeunesse (PJJ) ont fait grève contre le licenciement de près de 500 travailleurs contractuels à partir du 1er septembre.

La PJJ prend en charge les mineurs en danger et en conflit avec la loi.

Le gouvernement fait le choix du répressif au détriment de l'éducatif avec les licenciements de ces personnels.

Le 29 août les personnels administratifs et éducatifs en grève étaient rassemblés devant le palais de justice de Tours autour d'une pancarte « ministère de l'injustice : PJJ en grève » et s'opposaient aux licenciements de 42 contractuels dans l'Indre et Loire.

Pour économiser à peine 1,6 millions d'euros en salaires, le ministère n'hésite pas à licencier, dégrader les conditions et sacrifier l'avenir de tous les jeunes pour qui le suivi est un enjeu bien réel.

Face au gouvernement Barnier et ses mesures d'austérité, le combat continue !

## RÉVOLUTIONNAIRES

Le bulletin « Révolutionnaires » est écrit par les militant·e·s du NPA de Tours et de son agglomération.

Lors du congrès de décembre de 2022, une des plateformes du NPA a choisi de se séparer du reste de l'organisation. A Tours, cette situation se traduit par l'existence de deux comités séparés.

Les militant·e·s du **Nouveau Parti Anticapitaliste** - **Révolutionnaires** continuent de construire un parti pour tous les exploité·e·s et les opprimé·e·s, qui ont, à eux seuls, la capacité et la force de changer cette société, non par les élections, mais par leurs propres luttes.

<https://nouveaupartianticapitaliste.fr>